



Jean-Jacques GUERIN
Conseiller Régional Région Poitou-Charentes

Poitiers, le 22 juillet 2009

Hôtel de Ville

Monsieur le Député-Maire

86000 POITIERS

Monsieur le Maire,

Monsieur le Président de la Communauté de la Communauté d' Agglomération de Poitiers,

Je ne rappellerai pas l' importance de la ligne à Grande vitesse entre Tours et Bordeaux et mon soutien à cet ambitieux projet pour l'aménagement du territoire, l' ouverture et le rayonnement de Poitiers notamment avec les bretelles de raccordement et la ligne TGV Limoges-Poitiers.

Mais les diverses communications du Président de la République et du Premier Ministre sur la 2^{ème} phase du lancement de la future ligne L.G.V. Tours-Bordeaux m'inquiètent. En effet la bretelle de raccordement de Poitiers-Nord (le maillon de Migné-Auxances) seraient définitivement abandonnés ainsi que la liaison TGV Limoges-Poitiers.

On mesure toutes les conséquences de telles décisions pour notre ville si elles étaient confirmées.

Dans ces conditions pourrait-on accepter que l'on demande à la CAP de participer au financement d'une ligne nouvelle n'ayant pas les raccordements nécessaires à la vitalité de la gare de Poitiers.

Il est urgent de ne pas attendre une décision qui pourrait avoir de graves conséquences et dire dès maintenant que si la promesse de désenclavement n' est pas tenue, rien ne peut justifier la participation financière de Poitiers à un projet qui pénalise notre Agglomération.

J'ajouterai que le processus financier proposé par le Gouvernement qui somme les collectivités territoriales de payer avant d'avoir en main la totalité du projet est injustifiable.

En effet on demande de payer pour un projet mis en concession entre Vinci, Bouygues, Effage qui assureront non seulement la construction, l'entretien et l'exploitation de la ligne.

Sur la construction il reste des questions non résolues, sur l'entretien et l'exploitation il n'existe aucune précision.

De plus les lignes de Lyon-Marseille et Lille ont été financées par l'Etat, RFF et la SNCF. Pour Tours-Bordeaux ce sont les contribuables des collectivités qui vont payer cependant que les profits iront à un consortium privé.

La LGV, ligne essentielle pour l'équilibre du territoire national et pour le trafic européen, doit être financée essentiellement par l'Etat, la SNCF et l'Europe : alors que les collectivités du Poitou-Charentes sont sollicitées à hauteur de 310 millions d'euros, l'Europe ne participera qu'à 0,2 % du financement de la ligne. C'est une aberration !

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, Monsieur le Président de la Communauté d' Agglomération de Poitiers, en l'expression de mes sentiments républicains.

Jean Jacques GUERIN

Conseiller Régional